

## MONDE

**Cinq soldats français ont été tués et quatre autres grièvement blessés** dans un attentat à la bombe dans la province de Kapisa, dans l'Est de Afghanistan. Un nouveau soldat, un commando marine, a également été tué le lendemain lors d'un accrochage avec les insurgés dans la même région, portant à 70 le nombre de soldats français tués dans ce pays depuis fin 2001. Plus de 2.500 soldats étrangers ont péri sur le théâtre afghan. Ces attentats interviennent au lendemain d'une visite éclair du chef de l'Etat à Kaboul où il a rencontré Hamid KARZAÏ et le général américain David PETRAEUS. Il avait rendu visite aux soldats français dans le district de Surobi.

**14 Juillet endeuillé.** Endeuillées par la mort des soldats français, les cérémonies du 14 Juillet ont été empreintes de gravité et de recueillement. Ces célébrations ont été « *un jour de deuil pour l'armée française, pour la nation française* », a dit Nicolas SARKOZY avant d'assister au traditionnel défilé militaire du 14 Juillet. Pour Martine AUBRY, cette nouvelle tragédie « *montre l'urgence d'un plan précis et concerté de retrait de nos troupes d'Afghanistan* ». Ségolène ROYAL, a critiqué l'engagement de la France en Afghanistan. François FILLON, depuis Abidjan, a répondu : « *Celui qui meurt pour la paix, au service de son pays, personne n'a le droit de dire qu'il est mort pour rien. (...) Il a donné sa vie pour les autres, dans l'honneur* ».

**Réunion d'un conseil de défense. Elrick IRASTORZA envoyé en Afghanistan.** « *Face à des actions de type terroriste, et non plus seulement des actions militaires il faut de nouvelles mesures de sécurité* ». Le chef d'état-major de l'armée de terre est donc chargé d'une mission rapide d'évaluation du dispositif militaire français. Il devra définir les objectifs que les troupes françaises pourront atteindre dans les 2 ans à venir. Gérard LONGUET parle de réduction progressive des effectifs avant un retrait total en 2014. Le ministre de la Défense a semblé exclure que les 4.000 soldats français se replient dans leurs fortins, comme le font les troupes américaines.

**Attaques contre l'ambassade de France à Damas.** Des manifestants soutenant le régime syrien ont attaqué les ambassades française et américaine pour dénoncer la visite de leurs ambassadeurs dans la ville rebelle de Hama, provoquant la colère de Washington et de Paris. 3 agents de l'ambassade française ont été blessés. Plusieurs vitres du bâtiment ont été brisées et des drapeaux syriens accrochés sur le mur de l'ambassade. « *Ce n'est pas avec de telles initiatives illégales que les autorités de Damas parviendront à détourner l'attention du problème de fond qui demeure la fin de la répression contre la population syrienne et la mise en œuvre de réformes démocratiques* », a-t-il déclaré Bernard VALERO, porte-parole du Quai d'Orsay.

**Les manifestations d'opposition se poursuivent.** Le régime continue de réprimer la contestation populaire lancée il y a quatre mois. Le président SARKOZY a encore dénoncé l'attitude « *absolument inadmissible* » du président syrien Bachar EL ASSAD, mais assuré que « *chaque dictateur qui fait couler le sang aura à (en) rendre compte* » devant la cour pénale internationale.

**En Libye, au Quai et au Parlement.** Le Parlement français a autorisé la prolongation de la participation des forces armées françaises à l'opération internationale en Libye. A l'Assemblée nationale, la majorité UMP et les députés socialistes ont pressé le gouvernement à dégager une solution politique au conflit. Quelque 482 députés, UMP et PS, ont voté en faveur de la poursuite des opérations, 27, notamment les élus communistes, se sont prononcés contre. Plusieurs députés socialistes ont toutefois voté contre ou se sont abstenus. Le chef du gouvernement a rappelé les moyens mobilisés depuis le mois de mars par Paris contre les forces du colonel KADHAFI : 4.400 soldats engagés, dont : 800 en métropole, 40 avions de combat, 8 navires et 18 hélicoptères d'attaque qui font de la France « *le premier pays contributeur* » de l'opération, au côté de la Grande-Bretagne.

**Pas d'enlèvement, des progrès.** C'est Alain JUPPE, Ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes, qui l'affirme. Les paramètres d'une solution politique sont, selon lui, désormais « *agréés par tout le monde* », c'est-à-dire le départ de KADHAFI du pouvoir, un cessez-le-feu effectif et la constitution d'un gouvernement de transition. Est-ce que le colonel KADHAFI « *doit rester en Libye, est-ce qu'il doit partir de Libye? Ce sont des choses à discuter entre les*

*protagonistes* », a-t-il souligné. La France, a ajouté M. JUPPE, travaille à l'après-KADHAFI et prépare notamment aux Nations unies la mise en place d' « *une force de stabilisation internationale* ».

**Marche sur Benghazi.** Mouammar KADHAFI a appelé ses partisans à « *marcher* » sur la « *capitale* » rebelle dans l'Est du pays, pour la libérer des « *traîtres* », en allusion aux insurgés qui la contrôlent. Les combats ont repris dans la région de Brega, sous contrôle des forces du régime dans l'Est de la Libye, faisant 1 mort et 5 blessés.

**Dominique STRAUSS-KAHN bientôt libre ?** Un report de l'audience devant le juge du 18 juillet au 1<sup>er</sup> août a été décidé après la demande conjointe de la défense et des procureurs. Les avocats de l'ancien directeur général du FMI disent espérer que les charges retenues contre leur client seront abandonnées. Le bureau des procureurs de Manhattan précise lui que les investigations se poursuivent et qu'aucune décision n'a été prise. Parallèlement, DSK fait l'objet d'une plainte pour tentative de viol en France. La plaignante, Tristane BANON, a été entendue par les policiers dans le cadre d'une enquête préliminaire. Dominique STRAUSS-KAHN a lui-même annoncé qu'il avait porté plainte contre la journaliste pour dénonciation calomnieuse.

**La Russie « en a plus qu'assez des nouvelles exigences »** qui lui sont « *sans cesse imposées* » pour pouvoir adhérer à l'Organisation mondiale du commerce, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï LAVROV. Il a ajouté que Moscou était très proche du « *moment de vérité* ». « *Il serait très dommage que l'issue en soit négative et non positive* », a-t-il ajouté.

## EUROPE

**Crise de la dette en Europe : la pression s'accroît.** L'agence de notation financière Fitch a dégradé de trois crans la note souveraine de la Grèce, à CCC, contre B + auparavant. L'agence relègue ainsi la Grèce à trois crans de la note DDD, réservée aux émetteurs de dette en défaut de paiement. A l'appui de sa décision, l'agence souligne « *l'absence d'un nouveau plan d'aide, intégralement financé et crédible* » de l'UE et du FMI. A cela s'ajoutent de « *fortes incertitudes entourant le rôle des créanciers privés* » dans le plan et les perspectives macroéconomiques du pays. La Grèce a jugé « *incompréhensible* » cette décision dans la mesure où le calendrier de l'aide apportée par l'UE et le FMI était clair.

**Zone euro : sommet extraordinaire ?** Les hésitations entre la France et l'Allemagne perdurent sur la tenue ou non d'un sommet extraordinaire de la zone euro, qui pourrait avoir lieu lundi. Les ministres des Finances de la zone euro ont chargé leurs directeurs du Trésor, réunis au sein du Comité économique et financier européen, de tenter de parvenir à une solution pour aider la Grèce. Les négociations butent encore sur la participation des créanciers privés du pays, banques et fonds d'investissements, qui suscite des divisions entre Berlin, qui en fait jusqu'ici une condition, et Paris.

**Les économies espagnoles.** Les députés espagnols ont approuvé la limite de budget pour 2012, qui prévoit un recul des dépenses de 3,8% par rapport à 2011, le gouvernement souhaitant poursuivre sa politique d'austérité afin de réduire son déficit public.

**L'économie portugaise devrait se contracter** de 2,3% cette année puis de 1,7% en 2012, alors que le pays a mis en œuvre un programme d'austérité en échange d'une aide internationale.

**Le paradoxe belge...** Le gouvernement belge chargé des affaires courantes, a revu à la baisse sa prévision de déficit public pour 2011, à 3,3% du PIB, et récolté les félicitations de l'OCDE pour sa politique économique, alors que le pays traverse une crise politique historique. La Belgique fait partie des pays placés dans la ligne de mire des agences de notation au sein de la zone euro, en raison de l'ampleur de sa dette et de la crise politique qui y sévit.

**Agences de notation : BARNIER voit rouge.** Le Commissaire européen, Michel BARNIER, veut « *supprimer autant que possible la référence aux notes dans les règles prudentielles* ». Estimant que les agences de notation « *occupent aujourd'hui ne place trop importante en Europe* », le commissaire a demandé à la présidence polonaise de l'UE de mettre ce sujet à l'ordre du jour des Ecofin. « *C'est une question de stabilité financière* », a-t-il fait valoir. Michel BARNIER souhaite « *renforcer l'exigence qui pèse sur les banques de mener elles-mêmes leur propre analyse de risque, sans se reposer mécaniquement sur les analyses des agences.* » Des propositions seront faites d'ici la fin de l'année. La Commission souhaite aussi insuffler plus de concurrence sur le marché de la notation, aujourd'hui dominé par Standard & Poor's, Moody's et Fitch.

**Crise en Grande-Bretagne.** Une commission parlementaire britannique a demandé à entendre le magnat australo-américain Rupert MURDOCH, propulsé en première ligne dans le scandale des

écoutes pratiquées par son groupe de presse, qui soulèvent une tempête politico-médiatique en Grande-Bretagne. L'ancien Premier ministre, Gordon BROWN, a accusé des journaux du groupe d'avoir recouru à des « *moyens criminels* » pour obtenir des informations personnelles le concernant.

**MERKEL en veut 3.** La chancelière allemande s'est déclarée candidate à un troisième mandat à l'occasion des élections législatives de 2013. « *J'ai bon espoir que les sociaux-démocrates du SPD me proposeront un adversaire d'ici la prochaine élection* », a déclaré la présidente de la CDU, en poste depuis 2005 et réélue par les députés du Bundestag en octobre 2009.

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**Inquiets, les marchés financiers regardent vers Washington.** Ils commencent à craindre que les positions républicaines et démocrates soient irréconciliables pour parvenir à un accord sur le budget d'ici le 2 août. A cette date, les Etats-Unis se retrouveront à court d'argent - et donc en risque de défaut de paiement - à moins que le plafond légal de la dette ne soit relevé. Ce que ne veut pas Barack OBAMA, qui briguera un second mandat en novembre 2012. Il a suspendu les négociations budgétaires jusqu'à samedi pour donner le temps aux chefs de file du Congrès de concocter un « *plan d'action* » pour sortir de l'impasse et éviter un défaut de paiement des Etats-Unis sur leur dette. Barack OBAMA pense qu'un accord représentant dans les 2.000 milliards de dollars est possible si chaque camp lâche un peu de lest...

**Les réactions :** en l'absence de tout accord sur le relèvement du plafond de la dette (aujourd'hui le plafond légal d'endettement de 14.294 milliards de dollars), l'agence Standard & Poor's a fait savoir qu'il y avait 1 chance sur 2 pour qu'elle abaisse la note des Etats-Unis dans les 90 jours. Même mise en garde de son homologue Moody's, qui a placé la note AAA, maximale, des Etats-Unis, sous surveillance avec risque de déclassement à court terme. Le Trésor américain a fait savoir qu'en cas de non renouvellement du plafond, il devrait installer un système de priorités dans les remboursements. Inquiétude en Chine qui détient plus de 1.000 milliards de dollars de dette américaine. Pékin espère une politique responsable. La Corée du Sud (300 milliards de dollars en réserves de change) pense que les négociations budgétaires américaines aboutiront.

**Le Soudan du sud 193<sup>ème</sup> membre de l'ONU.** Après le feu vert du Conseil de sécurité et le vote, par acclamation, de l'assemblée générale des Nations unies. Une cérémonie d'accession à l'indépendance s'est tenue à Djouba, la capitale sud-soudanaise. La population du Sud avait décidé par référendum en janvier de se séparer du Nord, initiative que Khartoum avait acceptée. « *Bienvenue dans la communauté des nations* », a déclaré le secrétaire général BAN Ki-moon. Le président de l'assemblée, Joseph DEISS, a parlé d'un « *moment historique et joyeux* ». L'indépendance du Soudan du Sud est la conséquence d'un accord de paix conclu en 2005 après 20 années de guerre entre le Nord à majorité arabo-musulman et le Sud, chrétien et animiste.

**Egypte : nouveau report des législatives.** Les élections législatives égyptiennes prévues en septembre ont été reportées d'1 mois ou 2. Un report de ces premières législatives depuis la chute du régime du président Hosni MOUBARAK en février, est réclamé par de nombreuses formations politiques qui estiment ne pas pouvoir être prêtes en septembre.

**Sécheresse et famine en Afrique.** Ce pourrait être la pire depuis 60 ans. La Somalie et la corne de l'Afrique sont particulièrement durement touchées. Des milliers de Somaliens fuient leur pays dans l'espoir de trouver un peu d'aide, car le centre de la Somalie est la région la plus touchée par la crise actuelle. Il n'y a quasiment pas de récolte et même dans les zones habituellement plus riches de Somalie, la récolte est inférieure de 50% aux récoltes habituelles. Plus de 1.000 réfugiés arrivent chaque jour à au Kenya. Le camp de Dadaab, le plus grand camp de réfugiés du monde, compte déjà 400.000 personnes. Selon l'ONU, 3,2 millions de personnes sont touchées par la malnutrition au Kenya, 2,6 millions en Somalie, 3,2 millions en Ethiopie et 117.000 à Djibouti.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**FILLON joue la crédibilité.** Devant les parlementaires UMP réunis à Matignon avant la suspension des travaux pour l'été, le Premier ministre a déclaré « *aujourd'hui, personne ne peut dire ce que donnera l'élection de 2012* ». En 2012, entre les courants du « *populisme* », incarné selon lui par l'extrême droite et l'extrême gauche, et du « *conservatisme socialiste* », les Français « *hésiteront, mais au bout du compte, la question de la crédibilité des candidats devra s'imposer* », a estimé le chef du gouvernement. Pour lui « *à ce stade, les sondages n'ont aucun sens* ». Mais, François FILLON reste convaincu que « *le risque existe au premier tour, ce qui, au passage, nous interdit de multiplier les candidatures* » à droite ou au centre.

**Primaires socialistes : le choix entre 6.** Elles se dérouleront les 9 et 16 octobre. Chacun a maintenant deux mois pour convaincre les électeurs qu'il représente la meilleure chance de la gauche pour l'emporter en 2012. Après Ségolène ROYAL, Manuel VALLS, François HOLLANDE et Arnaud MONTEBOURG, Martine AUBRY a été la dernière au PS à faire déposer sa candidature à la Haute Autorité des primaires citoyennes, accompagnée de quelque 600 parrainages. Le président du Parti radical de gauche (PRG), Jean-Michel BAYLET, sénateur du Tarn-et-Garonne, l'a suivie de peu. Loin derrière dans les sondages, Mme ROYAL s'en est pris aux « *petites armées qui se mettent en place* », visant M. HOLLANDE et Mme AUBRY, qui ont dévoilé plus tôt leurs équipes de campagne.

**Pour les Ecolos, c'est JOLY.** Selon les résultats officiels de la primaire EELV, l'ancienne magistrate a recueilli 58,16% des voix au second tour, contre 41,34% pour M. HULOT. Dans le détail, 13.223 voix se sont portées sur Eva JOLY et 9.396 sur l'ancien animateur. « *A compter de cette minute, pour nous tous, c'est Eva* », a lancé Cécile DUFLOT, secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts, dont le penchant pour M. HULOT était connu, même si elle avait officiellement affiché sa « *neutralité* » pendant la primaire. Nicolas HULOT a assuré qu'il n'y avait « *pas de regrets à avoir* » et qu'il était « *trop tôt* » pour savoir s'il participerait à la campagne. Il a répété n'avoir « *qu'une parole* » et qu'il ne ferait « *rien qui contrarie la dynamique de cette campagne* ».

**La part féminine au PS.** Le Bureau national a décidé de réserver la moitié des circonscriptions législatives à l'investiture de candidates femmes en 2012. « *Le Parti socialiste, conformément à ses engagements, veut se donner les moyens d'être le premier parti de France à réaliser la parité intégrale lors des prochaines élections législatives* ».

## PARLEMENT – SUSPENSION DES TRAVAUX

### **Fin de la session extraordinaire. Adoptions définitives de plusieurs textes :**

- la proposition de loi santé supprime les contraintes pesant sur les médecins pour qu'ils exercent dans les « *déserts médicaux* ».
- la « *prime dividende* » qui devrait concerner le quart des salariés du privé, a été votée dans le projet de loi de financement rectificative de la Sécurité sociale pour 2011.
- la proposition de loi UMP-PS permettant aux armées et aux administrations de pouvoir mobiliser les réservistes militaires et civils en cas de crise majeure. La proposition des sénateurs Joëlle GARRIAUD-MAYLAM (UMP, Français de l'étranger) et Michel BOUTANT (PS) a été adoptée à l'unanimité moins l'abstention des communistes et Parti de gauche, en 2<sup>ème</sup> lecture par le Sénat.
- la proposition de loi déposée par Gérard CHERPION, sénateur (UMP) visant à développer l'apprentissage afin d'aider les jeunes à entrer plus facilement dans le monde du travail.

**La règle d'or passe au Sénat.** Adoption par 180 voix contre 151 du projet de loi constitutionnelle, dite « *règle d'or* ». Ce texte prévoit l'instauration de « *lois-cadres d'équilibre des finances publiques* ». A l'issue de négociations avec le gouvernement, le président de la commission des Lois du Sénat, Jean-Jacques HYEST (UMP), a retiré certains de ses amendements et en a présenté de nouveaux qui devraient obtenir l'accord de l'Assemblée, pour assurer de façon pluriannuelle l'équilibre des comptes des administrations publiques. Le vote du Sénat ouvre la voie à un vote conforme des deux chambres. La question se posera ensuite de savoir si le gouvernement prendra le risque de porter le projet de loi devant le Congrès avec un résultat très incertain, puisque l'appui d'une partie de l'opposition de gauche y sera nécessaire pour obtenir la majorité requise.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projet de loi** autorisant la ratification de la convention relative à l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar.

**Ordonnances.** Assurances en matière de transport. / Mise en conformité des dispositions nationales avec le droit de l'Union européenne sur la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques.

**Communications.** Mise en œuvre du Grenelle de l'environnement. / Nouvelle licence universitaire. / Bilan de la session parlementaire. / Comité des signataires de l'accord de Nouméa.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**En France nouvelle réduction des niches fiscales.** Supérieure aux trois milliards d'euros prévus en 2012. But : atteindre les objectifs en matière de réduction des déficits publics. Pour

François BAROIN, « *Il est très probable que nous devons aller, dans le cadre de la loi de finances 2012, au-delà des trois milliards de réduction de niches prévus. A quel niveau devons-nous nous arrêter ? Il est encore un peu tôt pour le dire, mais c'est ce vers quoi nous nous orientons.* » Le gouvernement prévoit de réduire le déficit public de 7,1% du PIB fin 2010, à 5,7% fin 2011, 4,6% en 2012, 3% en 2013 et 2% en 2014, trajectoire qui permettra selon lui une baisse du ratio de dette publique à partir de 2013.

**Le Crédit Suisse fait l'objet d'une enquête** du ministère américain de la Justice (DoJ) concernant ses prestations de service dans le domaine international de la gestion de fortune de ressortissants américains. La banque précise qu'elle avait été informée et compte coopérer avec les autorités américaines dans ce qui semble s'agir d'une enquête beaucoup plus large sur le secteur. Il y a trois ans, UBS, avait eu des démêlés avec les autorités américaines au sujet d'évasions fiscales et avait du communiquer des milliers de noms de fraudeurs présumés possédant des comptes chez elle.

**Le coût des catastrophes naturelles.** Pour le 1<sup>er</sup> semestre 2011, elles ont provoqué des pertes économiques de 265 milliards de dollars, un record, selon le réassureur allemand Munich Re. La plupart des pertes est liée au séisme et au tsunami qu'a connu le Japon le 11 mars.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**David DOUILLET a commencé sur les chapeaux de roue.** Après Kinshasa et Durban, le Secrétaire d'Etat des Français de l'étranger représentait la France au Conseil de sécurité des Nations Unies où était examinée l'admission du Sud-Soudan à l'ONU. Il a ensuite accompagné François FILLON pour une tournée de quatre jours en Afrique : Côte d'Ivoire, Ghana et Gabon.

**Les villes les plus chères du monde pour les expatriés.** La capitale angolaise Luanda est en tête suivie par Tokyo puis dans l'ordre : Ndjamena, Moscou, Genève, Osaka, Zurich, Singapour, Hong Kong et Sao Paulo. Londres est 18<sup>ème</sup>, Paris à la 27<sup>ème</sup> place, Athènes est 53<sup>ème</sup> et Barcelone 66<sup>ème</sup>. La moins chère des 214 villes de l'enquête étant Karachi. Cette enquête du cabinet d'études britannique Mercer est fondée sur le coût du logement, le transport, la nourriture, l'habillement, les loisirs et les appareils ménagers. Elle prend en compte les variations monétaires par rapport au dollar.

**Coopération à Pyongyang.** La France, qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec la Corée du Nord, a annoncé l'ouverture à Pyongyang d'un bureau de coopération, notamment linguistique et culturelle. La France est le seul pays de l'Union européenne, avec l'Estonie, à ne pas entretenir de relations diplomatiques avec la Corée du Nord.

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

« **Poppers** » interdits. Le ministère de la santé a annoncé l'interdiction de la vente au public. Détournées de leur usage originel de traitement de certaines affections cardiaques, ces préparations liquides produisant un « pop » caractéristique à l'ouverture, sont consommées principalement pour leurs effets annexes. L'inhalation de poppers provoque notamment une vasodilatation cérébrale et génitale. Parmi les effets secondaires, un effondrement de la pression sanguine (ou collapsus cardiovasculaire) pouvant entraîner la mort...

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**45% de mention au Bac.** C'est 0,7 point de plus qu'en 2010, une hausse due aux bacheliers généraux qui ont été plus d'1 sur 2 à obtenir « assez bien », « bien » ou « très bien ». Par ailleurs, cinq académies dépassent 90% de réussite au bac général (la moyenne nationale étant de 88,2%) : Grenoble, Nantes, Rennes, Strasbourg, comme en 2010, ainsi que Toulouse.

## CARNET

### Nominations

**Philippe ZELLER**, ambassadeur au Canada.

**Philippe ARDANAZ**, ambassadeur au Honduras.

**Thierry FRAYSSE**, ambassadeur chargé de l'adoption internationale.

**Gérald MARTIN**, consul général à Mexico.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)